



Clermont-Ferrand, le 17 juin 2020

COMMUNIQUE DE PRESSE

La crise sanitaire a mis en évidence les conséquences désastreuses de 40 années de choix politiques qui ont conduit à livrer le pilotage de notre économie au seul monde de la finance.

L'actualité met en lumière la fragilisation qui en résulte avec une grande dépendance industrielle vis-à-vis des pays dans lesquels les grandes entreprises ont massivement délocalisé leur production dans le seul but d'améliorer les profits pour répondre aux exigences de la finance .

Y compris dans le Puy de Dôme, les anciens fleurons de l'industrie appartiennent désormais, pour l'essentiel, à des fonds d'investissements dispersés aux quatre coins de la planète dans une économie mondialisée totalement hors de contrôle.

Macron, lors de ses différentes allocutions pendant la période COVID-19, entend imposer un changement profond de vision et annonce, depuis plusieurs mois, vouloir enfin enrayer le déclin industriel de la France. Mais, pour l'heure, malgré des dizaines de milliards injectés pour « sauver » les entreprises, l'Etat ne s'est encore donné aucun moyen pour mettre en application ses annonces.

Le « concret » pour tous les salarié-e-s, ce sont les ordonnances Macron qui ont permis une simplification des procédures de licenciements individuelles ou collectives. Cette politique, au service du patronat et du monde de la finance, mise en route par Macron, a accéléré la casse sociale en s'attaquant à notre Code du travail, aux statuts et aux missions de la fonction publique, tout en voulant détruire simultanément l'ensemble des protections des salarié-e-s, que ce soit la Sécurité sociale, les retraites, le droit à la formation ou l'indemnisation du chômage.

La « loi travail » est une transformation profonde du contrat social et autorise désormais de :

- Permettre aux employeurs de licencier après une faible baisse de chiffre d'affaires, peu importe leur trésorerie et la santé de leur groupe.
- Provisionner le coût d'un plan de licenciement abusif comme si c'était un investissement.

Ainsi les bénéfices et la trésorerie amassée par les actionnaires ces dernières années ne serviront pas à pérenniser les emplois ou à investir pour passer le cap de cette crise.

Encore pire, ils n'auront pas à sortir le moindre centime pour payer les licenciements, puisque les économies dues au chômage partiel et les prêts garantis par l'état s'en chargeront.

Les conséquences ? Les annonces de plans de licenciements vont se multiplier et nous finançons nos propres pertes d'emplois après avoir enrichi pendant des années les actionnaires.

La région Auvergne-Rhône-Alpes, cœur de l'industrie française, ne sera pas épargnée avec déjà plusieurs plans de licenciement annoncés.

DIETAL, un client actionnaire qui délocalise en Roumanie

Après un premier plan de licenciement de 70 personnes en fin d'année 2019, cette usine de luminaires risque la liquidation judiciaire. Pourtant leur plus gros client, qui est aussi l'actionnaire principal du groupe DIETAL se porte bien. Voilà un actionnaire qui affaiblit volontairement son entreprise dans le but de délocaliser en Roumanie en espérant que cela passe inaperçu en profitant de la crise actuelle.



MSD : Elle est où la souveraineté sanitaire ?

Le groupe américain Merck & Co continue son plan de licenciement de plusieurs centaines de salarié-e-s en supprimant le centre de recherche de l'usine de Riom. Pourtant cette usine est bénéficiaire grâce à la production de médicaments mais n'est apparemment pas assez rentable face à la concurrence du marché Chinois.

Un centre de recherche en moins et des centaines de chercheur-se-s licencié-e-s, c'est donc ça la vision Macroniste de l'indépendance sanitaire ?

L'automobile, le COVID a bon dos !

Après avoir planifié la fermeture de la dernière usine de fabrication de pneus poids lourds en France basée à la Roche-sur-Yon, entraînant pas moins de 619 licenciements, des bruits courent déjà sur un nouveau plan de licenciement de plusieurs centaines d'emplois à Clermont-Ferrand.

Pourtant le groupe Michelin est bénéficiaire et ces plans font parti de la stratégie engagée par le groupe bien avant la crise du COVID.

De même chez Renault Trucks, qui annonce 463 suppressions de postes pour rétablir sa « compétitivité », un terme introduit par les ordonnances Macron signifiant qu'un employeur peut licencier s'il estime ne pas gagner assez de profits. Pourtant en 2019, le groupe Volvo déclarait avoir fait des profits exceptionnels avec 12 % de rentabilité. Ce cash accumulé ne servira apparemment pas à sauver les emplois français.

Chute du secteur Aero

L'aéronautique constitue le principal pourvoyeur d'emplois industriels du Puy de Dôme, un secteur largement touché par la crise du COVID.

Le groupe ERAMET n'y échappe pas, et avec pas moins de 5 usines (Interforge, Aubert & Duval Issoire, Aubert & Duval les Ancizes, UKAD, Ecotitanium) et plusieurs milliers d'emplois sur le bassin.

Les accords de « Mobilité performance » initiés par Aubert et Duval, n'empêcheront pas les plans de licenciements déjà décidés pour la fin d'année.

Constellium, à Issoire, vient de se séparer de 200 intérimaires. 200 nouveaux salarié-e-s de la Métallurgie sur le marché de l'emploi et plus aucune usine du secteur qui recrute. Les investissements de l'usine viennent d'être revus à la baisse alors que la période est propice à rechercher de nouveaux marchés. Pour rappel, le groupe Constellium a fait 60 millions d'euros de cash en 2019 sur le seul site d'Issoire et 21 millions sur le 1er trimestre 2020. Le groupe demande le chômage partiel et les prêts garantis par l'état alors qu'il dispose de 600 millions d'euros dans leur trésorerie.

HOP, filiale du groupe Air France KLM, est visé par un plan de licenciement de plusieurs centaines de salarié-e-s sur le bassin Clermontois. Pourtant Air France KLM a bénéficié d'un prêt de 7 Milliards d'euros, une aubaine pour le groupe qui peut enfin se débarrasser de sa filiale sous couvert d'arguments écologistes.

Pourtant les fermetures d'usines ne sont pas une fatalité : l'exemple du projet porté par les salariés de LUXFER Gas Cylinders Gerzat !

Le groupe LUXFER, encore inconnu avant la crise du COVID, s'est tristement fait connaître en maintenant à l'arrêt l'usine de Gerzat pendant toute la durée de la pandémie. Cette usine (Ex-PECHINEY) est la dernière de l'Union Européenne à produire des bouteilles d'oxygène médical, un produit utilisé dans le traitement des symptômes du COVID. La stratégie du groupe LUXFER ? Créer volontairement des pénuries sur le marché pour faire flamber les prix des bouteilles. Une stratégie qui a coûté des vies en Italie par exemple.



COMMUNIQUE DE PRESSE

Pourtant cette usine était largement profitable ! Des repreneurs se sont positionnés et les financements sont là pour la relancer, répondre aux besoins liés à l'urgence sanitaire et engager sa diversification. Mais le groupe LUXFER refuse de vendre. Un acte illégal qui ne respecte ni les lois françaises, ni les lois européennes. Le gouvernement Macron ferme les yeux.

Le groupe LUXFER annonce fièrement en bourse qu'il va continuer sa stratégie et aller encore plus loin : arrêt des investissements et réduction de l'entretien sur le reste des entreprises du groupe. Veut-on vraiment que les services d'urgences et de santé de notre pays dépendent d'un approvisionneur unique, piloté seulement par la maximisation des profits à court terme ?

Cette lutte, largement médiatisée, a poussé le ministère de l'économie à prendre ses responsabilités dans ce dossier et à relancer les négociations avec la direction du groupe Luxfer pour valider un projet de reprise du site de Gerzat.

Il n'y a pas meilleur dossier pour mettre des actes sur les discours de notre gouvernement sur la relocalisation et la souveraineté sanitaire. L'état n'aura aucune excuse pour ne pas faire aboutir la négociation avec le groupe Luxfer.

**Le « jour d'après » ne doit pas être pire que le « jour d'avant »
Des solutions existent qui portent d'autres ambitions de progrès social.**

A l'AIA, le syndicat de site CGT revendique l'ouverture de négociations sur les 32h et l'embauche massive de salarié-e-s qui seraient touché-e-s par les restructurations, rôle d'amortisseur social que les industries de défense jouaient à une époque. Les syndicats de MSD négocient une reprise de leur usine avec FAREVA pour tenter de sauver une partie des emplois. Chez LUXFER, les salarié-e-s ont construit plusieurs projets de reprise pour sauver leur usine. Aujourd'hui, elle a une chance d'être relocalisée. Sauver l'usine de Gerzat sera une première étape pour montrer que recréer des emplois industriels est possible pour une véritable indépendance économique et sanitaire. La bataille sur les enjeux de l'industrie est essentielle.

**C'est dans l'industrie que l'on crée des richesses
permettant de financer des emplois dans les services et des services publics de qualité.**

Macron, dans son dernier discours, sous-entend qu'une nouvelle décentralisation va s'amorcer, à l'image de ce qui se pratique en Allemagne ou chaque région est indépendante financièrement. Sans relocalisation du tissu industriel sur l'ensemble du territoire, c'est la mort annoncée d'une partie de nos régions et la généralisation de la précarité au profit d'une minorité.

**Il est grand temps de stopper cette politique de destruction sociale.
Il faut enfin forcer l'état à mettre des actes concrets sur leurs beaux discours.**

**Sauver notre industrie, c'est sauver notre économie et nos services publics !
C'est construire un futur désirable pour toutes et tous !
Mobilisons-nous massivement devant l'usine LUXFER,**

7 rue de l'industrie 63360 Gerzat, le 25 Juin 2020 à partir de 11h00